

Marché Public de Fournitures courantes et Services (FCS)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Maître d'ouvrage : UNIVERSITÉ DE RENNES

UNIVERSITÉ DE RENNES
Direction des affaires financières et de la politique d'achat / Pôle des Achats
Campus de Beaulieu 263 avenue Général-Leclerc - CS74205
35065 RENNES CEDEX

CCAP numéro : 2025023PAS

établi en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

**Prestation de conception de formations continues et micro-certifications
en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité
(CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Procédure adaptée (services sociaux et autres services spécifiques)
en application du Code de la commande publique**

**Articles L2123-1 2°, R2123-1 3°, R2123-4, R2123-5 + Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour
objet des services sociaux et autres services spécifiques annexé au Code de la commande publique**

- Version établie en date du 06/06/2025

Table des matières

PRÉAMBULE.....	3
1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	3
1.3 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ ET TYPE DE PRESTATIONS.....	3
1.4 DURÉE – DATE DE DÉMARRAGE.....	4
1.5 CLAUSE DE RÉEXAMEN ET RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
1.6 SOUS-TRAITANCE.....	4
2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
3. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	5
3.1 DÉLAI D'EXÉCUTION.....	5
3.2 QUALITÉ ET CONFORMITÉ DES PRESTATIONS.....	5
3-3-CHEF DE PROJET.....	5
4. PRIX.....	6
4.1 CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	6
4.2 VARIATION DANS LES PRIX.....	6
5. AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE.....	6
5.1 AVANCE.....	6
5.2 RETENUE DE GARANTIE.....	6
6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
6.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS.....	6
6.2 DEMANDES DE PAIEMENT.....	7
6.3 APPLICATION DE LA TVA.....	8
6.4 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	8
6.5 DÉLAI DE PAIEMENT.....	8
6.6 INTÉRÊTS MORATOIRES.....	8
7. PÉNALITÉS.....	8
8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE - UTILISATION DES RÉSULTATS.....	9
9. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	9

10. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
10.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS.....	10
10.2 ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET.....	10
11. RÉSILIATION.....	10
12. ASSURANCES.....	10
13. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ, SECRET PROFESSIONNEL.....	11
14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES.....	11
15. DÉROGATION CCAG.....	12

Préambule

Textes d'application :

- Dispositions législatives et réglementaires applicables aux contrats de la commande publique émanant du Code de la Commande Publique [CCP], JORF du 5 décembre 2018, conformément à l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.
- Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services

1. Dispositions générales

1.1 *Objet du Marché*

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concerne plusieurs marchés relatifs à la réalisation des prestations suivantes :

Prestation de conception de formations continues et micro-certifications en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité (CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)

Lieu d'exécution des prestations : Rennes et tous sites des partenaires du projet. CF. CCTP.

1.2 *Forme juridique de l'attributaire*

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

1.3 *Décomposition du marché et type de prestations*

Le marché public susvisé est attribué au Titulaire en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018, intitulé le Code).

La consultation donnera lieu à la conclusion de marchés forfaitaires mono-attributaires.

La prestation fait l'objet de six (6) lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

- **Lot 1 : Réaliser une rétro-ingénierie réseau et système**
- **Lot 2 : Analyse après incident**
- **Lot 3 : Analyser les flux réseaux**
- **Lot 4 : Analyser les journaux**
- **Lot 5 : Définir une architecture de système d'information sécurisée**
- **Lot 6 : Analyse de la menace**

Les opérateurs économiques peuvent être attributaires d'un ou plusieurs lots

1.4 Durée – Date de démarrage

Les marchés susvisés sont conclus avec une date de démarrage à compter de leur notification pour une durée de la mission estimée entre trois et six mois, et une durée maximale d'un an.

Date prévisionnelle de démarrage des prestations : **Été ou rentrée de septembre 2025.**

1.5 Clause de réexamen et réalisation de prestations similaires

1.5.1 Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R.2194- 1 du code de la commande publique.

Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions des marchés susvisés (ex. modifications du contenu ou du nombre de livrables à la hausse comme à la baisse, ajout ou de retraits de prestations), les conditions d'exécution de la prestation, leur durée, ou la modification des modalités financières.

Ces évolutions ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques des marchés susvisés, ni les conditions initiales de consultation des opérateurs économiques.

1.5.2 Réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'Article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des prestations à réaliser (CCTP détaillant le besoin) ;
- remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;

Les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 Sous-traitance

La sous-traitance est l'opération par laquelle le « Titulaire » confie par un sous-traité, sous sa responsabilité, à une autre personne appelée « Sous-traitant », l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur. Art. L2193-2 du code de la commande publique.

Rappel : les marchés publics ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance totale cf. phrase 2 de l'article L.2193-3 du code de la commande publique.

1.6.1 Sous-traitance directe

Le Titulaire d'un lot est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du Sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC conformément aux articles R.2193-10 du code de la commande publique et 12.2 du CCG-FCS.

Le Sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L.2193-4, L.2193-5, R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique et 3.6.2 du CCAG-FCS.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (Article 41.1 du CCAG-FCS).

1.6.2 Sous-traitance indirecte

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, compte tenu de la nature des prestations, la sous-traitance indirecte n'est pas autorisée.

2. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes complétés et signés par le Titulaire ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) complétée et signée par le Titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services dans sa dernière version ;
- L'offre technique et financière du candidat

3. Exécution du marché

3.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution et la qualité de la prestation devront être strictement conformes aux engagements pris par le titulaire dans son mémoire ou offre technique.

La notification du marché vaut ordre de service et fait donc courir le délai d'exécution de la prestation.

3.2 Qualité et conformité des prestations

Le Titulaire s'engage, au titre de du présent marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché. A ce titre, il garantit le respect des dispositions du présent marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

3-3-Chef de projet

Le Titulaire désigne, à la notification du présent marché, un chef de projet avec les compétences nécessaires pour le suivi du présent marché.

Le chef de projet, ainsi désigné, est l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée présent marché. Les interlocuteurs du pouvoir adjudicateur, dont le chef de projet, peut à tout moment être remplacés à l'initiative du titulaire, à condition que la ou les personnes qui remplace(nt) chaque interlocuteur soi(en)t de compétence au moins équivalente.

Tout changement de chef de projet du Titulaire, après information du pouvoir adjudicateur doit être opéré dans le respect de la continuité du service rendu.

4. Prix

4.1 Contenu et caractère des prix

Les prestations sont réglées par des prix fermes et forfaitaires en fonction des prestations à réaliser, conformément à la Décomposition du Prix Global Forfaitaire complétée et signée par le candidat, annexée à l'acte d'engagement.

4.2 Variation dans les prix

Non concerné : les prix sont fermes pendant la durée du marché.

5. Avance et retenue de garantie

5.1 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou marché d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros cf. recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 sur la définition des PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

5.2 Retenue de garantie

Sans objet.

6. Modalités de règlement des comptes

6.1 Acomptes et paiements

Les acomptes et paiements, conformément aux bons de commande émis successivement par la personne publique, seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des études et missions, selon les dispositions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures **doivent** être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante :

ac-sfacturier@univ-rennes.fr

Adresse :

Université de Rennes
Campus de Beaulieu
263 avenue du Général Leclerc
CS 74205 - 35042 RENNES

Identifiants (pour le dépôt des états facturiers sur ChorusPro) :

N° SIREN : 130030513

N° SIRET : 13003051300019

Numéro d'enregistrement de la TVA : FR37130030513

Numéro UAI : 0353074B

6.2 Demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

La demande de paiement est datée. Elle est accompagnée de toutes les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Elle mentionne les références du marché ainsi que :

- le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- la décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

• En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

• En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a quinze jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours mentionnés plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

6.3 Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

6.4 Paiement des co-traitants et sous-traitants

- Co-traitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

- Sous-traitants

Cf. Article 1.6.1 du présent CCAP.

6.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

6.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

7. Pénalités

Le montant total des pénalités de retard appliquées ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans la remise des documents, suivant les délais indiqués à l'article 3 ci-dessus, il sera appliqué de plein droit une pénalité forfaitaire de 100,00 € net par jour calendaire et par document.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de 8 jours suite à la réception du courrier d'information sur les pénalités applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En cas de non conformité des documents remis (non respect de la charte, contenu pédagogique jugé non conforme ou insuffisant, etc.), le titulaire disposera de 10 jours ouvrés pour soumettre des documents conformes. Au delà de ce délai, il sera appliqué de plein droit une pénalité forfaitaire de 100,00 € net par jour calendaire et par document.

8. Propriété intellectuelle - Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats est définie dans le chapitre 6, article 37 du CCAG-FCS, notamment dans le cadre des dispositions de l'article 37.2.1 du CCAG-FCS.

Le Prestataire accepte que la réalisation de la prestation donne lieu à la création de formations qui appartiennent à l'Université de Rennes dès leur création, conformément aux articles L. 111-1 et L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle afin de permettre la réalisation du projet Cyberskills4All.

Sur parfait paiement de toute somme due au Prestataire et sous réserve de ce qui sera prévu au Contrat, l'Université de Rennes deviendra propriétaire des droits d'auteur afférents aux œuvres finales créées dans le cadre des services exécutés par le Prestataire.

Nonobstant la généralité de ce qui précède, le Prestataire conservera, en tout temps des droits moraux sur les créations, une licence d'utilisation, gratuite et perpétuelle sur les œuvres créées. Le Prestataire pourra donc sans l'accord de l'Université de Rennes :

- Créer plus d'un projet en utilisant les œuvres,
- Utiliser les œuvres ou une portion des œuvres pour un mandat ou un projet non prévu à la présente,

A des fins de précision, le Prestataire conservera le droit d'utiliser les textes et de réutiliser les connaissances, techniques, procédés, savoir-faire, expertise, habiletés, idées, talents et autres éléments acquis avant ou pendant l'exécution du Contrat, et ce, sans avoir à verser quelque compensation que ce soit à l'Université de Rennes.

9. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu

qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@univ-rennes.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

10. Exécution des prestations

10.1 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification menées par le Titulaire seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS, par la personne publique.

11. Résiliation

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune d'indemnisation.

Outre les clauses de résiliation prévues aux articles 39 à 41 du CCAG-FCS et par dérogation, l'Université se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du présent marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique
- Mauvaise exécution ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;
- En cas de non-respect des dispositions relatives aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse ;
- En cas de défaut de désignation du chef de projet ou récusation de celui-ci dans les conditions décrites au présent document ;
- En cas de délais contractuels de prise en charge des bons de commande non respectés par le titulaire ;
- En cas de délais contractuels de réalisation des missions confiées au titulaire non respectés.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre. Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation, le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et prestations effectuées dans le cadre du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire devra justifier avant la notification du marché, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur en responsabilité civile et risques associés justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13. Obligations de confidentialité, secret professionnel

En application de l'article 5 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, dont il aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au pouvoir adjudicateur pour toutes les opérations et missions qui lui sont confiées. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale à ce sujet et toute remise d'informations ou de données, quel qu'en soit le support, à des tiers.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Ces obligations persisteront après l'exécution du présent marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le pouvoir adjudicateur à résilier le présent marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances sur les locaux et prestations objet du présent marché pour, sans l'accord de la personne publique, accéder ou aider un tiers à accéder aux informations de l'administration de quelque nature que ce soit. Le Titulaire doit porter à la connaissance de l'administration les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement aux dites informations.

L'administration doit prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir la sécurité et/ou la conservation des documents, fichiers et données divers qui pourraient être portés à la connaissance du titulaire dans le cadre de ses interventions, choisir et mettre en œuvre les moyens de contrôler leur accès et assurer la sécurité contre toute communication non autorisée.

En cas de manquement constaté aux obligations mentionnées dans cet article, et indépendamment des sanctions pénales encourues et réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire en vertu de l'article 1384 du code civil, le présent marché pourra être résilié aux torts du Titulaire.

14. Règlement des différends et des litiges

Si un règlement à l'amiable n'est pas possible, les litiges seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h) : Mme Régine QUESNET
Fax : 02 53 46 79 79
Mél : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

15. Dérogation CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Thématique	Articles présents CCAP	Articles dérogés CCAG
Sous-traitance	1.6.2	3.6.2
Pénalités	7	14
Résiliation	11	39 à 42
Assurances	12	9.2

Fait à l'UNIVERSITÉ DE RENNES, le 06/06/2025.

Document établi par le Pôle des Achats – Direction des Affaires Financières et de la Politique d'Achat

- **par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes**